



CAHIER DES CHARGES TECHNIQUES

Agence Française de Développement

5, rue Roland Barthes

75598 Paris Cedex 12 - RCS PARIS B 775 665 599

Téléphone : + 33 (0)1 53 44 31 31

**Analyse comparative des cadres réglementaires et
capitalisation des pratiques de sécurisation foncière
des ressources pastorales en Afrique de l'Ouest**

Sommaire

I. Présentation de l'AFD & du service prescripteur	3
II. CONTEXTE.....	4
III. OBJECTIFS & RESULTATS ATTENDUS DE LA MISSION	5
IV. Livrables attendus	8
V. MODALITES DE REALISATION DE LA MISSION	10
5.1. Pilotage de la mission.....	10
5.2. Organisation et calendrier de la mission	10
5.3. - Composition et dimensionnement de l'équipe de consultants.....	10
5.4. Assurance qualité.....	12
5.5. Moyens requis & Méthodologie	12
VI. BUDGET ET MODALITES DE PAIEMENT	13
6.1. Offre financière	13
6.2. Modalités de paiement de la prestation	13

I. PRESENTATION DE L'AFD & DU SERVICE PRESCRIPTEUR

Le groupe Agence française de développement (AFD) est un établissement public qui finance, accompagne et accélère les transitions vers un monde plus juste et durable. Plateforme française d'aide publique au développement et d'investissement de développement durable, nous construisons avec nos partenaires des solutions partagées, avec et pour les populations du Sud.

Nos équipes sont engagées dans plus de 4 000 projets sur le terrain, dans les Outre-mer et dans 115 pays, pour les biens communs de l'humanité – le climat, la biodiversité, la paix, l'égalité femmes-hommes, l'éducation ou encore la santé. Nous contribuons ainsi à l'engagement de la France et des Français en faveur des Objectifs de développement durable. Pour un monde en commun.

Au moyen de subventions, de prêts, de fonds de garantie ou de contrats de désendettement et de développement, l'AFD finance des projets, des programmes et des études et accompagne ses partenaires du Sud dans le renforcement de leurs capacités.

Sa filiale Proparco (www.proparco.fr) soutient les investissements privés. Dédiée à mobilisation de l'expertise publique française.

Acteur interministériel de la coopération technique internationale, Expertise France (www.expertisefrance.fr) rejoint le groupe AFD le 1er janvier 2022. Deuxième agence par sa taille en Europe, elle conçoit et met en œuvre des projets qui renforcent durablement les politiques publiques dans les pays en développement et émergents. Elle intervient sur des domaines clés du développement et contribue aux côtés de ses partenaires à la concrétisation des objectifs de développement durable (ODD).

L'AFD collabore également avec les réseaux académiques français et internationaux pour alimenter les débats et réflexions prospectives sur le développement.

Elle assure la gestion du Fonds français pour l'environnement mondial (FFEM) , qui cofinance des projets conciliant environnement et développement.

L'ensemble des informations relatives à l'AFD, et notamment sa Charte d'Ethique que le prestataire est fortement invité à consulter, sont accessibles sur le lien suivant : www.afd.fr.

Au sein de l'AFD, la Division Agriculture, développement Rural et Biodiversité (ARB), placée sous le Département Solutions Développement Durable (SDD) de l'Agence Française de Développement, a pour mission, avec les pays partenaires, de conduire les interventions financées par l'AFD dans les domaines de l'agriculture, des filières agro-alimentaires et agro-industrielles, de la gestion durable des forêts et des ressources halieutiques, de la conservation et de la restauration de la biodiversité et du développement des zones rurales.

Dans son domaine d'activité, ARB est chargée de l'instruction, de la négociation, de la contractualisation, de la mise en œuvre et du suivi de l'ensemble des opérations de financement de l'AFD relevant de son secteur, à l'exception de celles qui relèvent spécifiquement des départements géographiques.

II. CONTEXTE

L'élevage et le pastoralisme occupent une place centrale dans les économies rurales, ainsi que dans la dynamique d'intégration régionale au Sahel et en Afrique de l'Ouest. Le sous-secteur de l'élevage joue un rôle moteur dans la création de la richesse régionale et nationale, avec une contribution évaluée à plus de 5 % du produit intérieur brut (PIB) des États de la sous-région et un apport significatif à l'atteinte de la sécurité alimentaire et nutritionnelle de millions de personnes qui exercent des activités de production, de transformation, de commercialisation et de prestations de services liées à ce secteur. Avec une croissance annuelle estimée à 4 %, la demande en produits animaux en Afrique de l'Ouest devrait augmenter de plus de 250 % d'ici 2050. Malgré les efforts de cette dernière décennie, les éleveurs sont aujourd'hui largement livrés à eux-mêmes. La crise de développement du pastoralisme a été exacerbée par la crise sécuritaire. La restriction de la mobilité interne et transfrontalière, en lien avec l'insécurité mouvante et chronique affecte directement l'économie des territoires ruraux et entraîne la concentration des animaux dans certaines zones au détriment de l'équilibre environnemental et de la performance économique des différents systèmes d'élevage.

L'élevage mobile constitue pourtant un système de production structurant pour de nombreux territoires ouest-africains, assurant la subsistance de millions de personnes. Il repose sur une logique d'accès partagé, saisonnier et équitable aux ressources naturelles, telles que les pâturages, les points d'eau et les couloirs de mobilité. Le fonctionnement des systèmes d'élevage pastoral repose ainsi sur la mobilité (accès à des espaces imbriqués et complémentaires du point de vue écologique) qui constitue la principale stratégie d'adaptation aux aléas et à la variabilité climatique.

La sécurisation des droits d'accès des éleveurs aux ressources pastorales constitue aujourd'hui un enjeu majeur. Ces espaces pastoraux sont en effet soumis à des pressions croissantes (changements d'usage, fragmentation, privatisation, marchandisation, accaparement) conduisant à des dynamiques d'exclusion plus ou moins fortes des éleveurs qui y avaient auparavant accès. Afin de sécuriser ces usages partagés, ces espaces pourraient être considérés comme des "communs" pastoraux, régis par des règles négociées et garanties juridiquement, avec comme perspective d'assurer un équilibre écologique et social dans la gestion des ressources concernées.

Or, dans de nombreux pays, les cadres juridiques restent flous ou ambigus sur la nature des droits pastoraux et le statut foncier des terres pastorales, les exposant à des risques de réaffectation, de privatisation et de fragmentation continue créant des discontinuités, facteur de conflits. Les dynamiques qui s'exercent sur les territoires conduisent ainsi à l'accélération des phénomènes d'appropriation foncière au détriment de la préservation d'usages partagés négociés.

Face à ces enjeux, plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest ont engagé des réformes ou expérimenté des dispositifs pour sécuriser les espaces pastoraux et reconnaître juridiquement les droits d'usage des éleveurs transhumants. Plusieurs d'entre eux ont adopté récemment de nouveaux codes pastoraux ou décrets relatifs au pastoralisme actualisant ainsi des législations souvent obsolètes. Certains pays ont opté pour l'inscription des communs pastoraux dans le domaine public, d'autres dans le domaine privé de l'Etat ou des collectivités territoriales, certains pays intègrent ces espaces au même titre que les espaces agricoles dans le domaine national, des approches visant à sécuriser des domaines communautaires existent aussi. Que les droits et règles régissant ces espaces soient définis au niveau national ou décentralisé, leur plus grande formalisation et sécurisation juridique pourrait constituer une voie majeure limitant les conflits et renforçant la résilience des systèmes pastoraux.

Dans ce contexte, et en vue de l'Année Internationale du Pastoralisme et des Parcours (2026), l'AFD souhaite initier une analyse comparative et une capitalisation des approches nationales ou locales ayant traité de ces enjeux, en cohérence avec les stratégies régionales sur l'élevage de la CEDEAO, du CILSS.

III. OBJECTIFS & RESULTATS ATTENDUS DE LA MISSION

Le Consultant sera chargé de réaliser une analyse comparative des cadres réglementaires et des pratiques effectives de sécurisation foncière des espaces pastoraux dans plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest et à Madagascar afin de nourrir le dialogue de politiques publiques, les pratiques opérationnelles et les orientations des bailleurs et acteurs de développement.

Les présents termes de référence n'imposent pas de démarche méthodologique complètement prédéfinie, afin de laisser des marges de propositions méthodologiques aux candidats.e.s. Le soin de développer la méthodologie de collecte et d'analyse des données est ainsi laissé à l'appréciation du soumissionnaire. Il est attendu que le soumissionnaire formule des premières propositions méthodologiques au stade de l'offre. La phase de cadrage de l'évaluation permettra ensuite de structurer de façon détaillée la démarche analytique à suivre.

Le Consultant devra effectuer les tâches suivantes :

1. Faire une analyse contextuelle des situations réglementaire formelles à partir de ressources documentaires et complétées par dires d'experts

- Décrire et comparer les dispositifs juridiques et réglementaires garantissant la préservation d'une mobilité encadrée, les droits pastoraux, ainsi que l'usage pastoral et la sécurisation foncière effective des communs pastoraux (pâturages et eau) (code rural, code pastoral, code de l'eau, stratégie d'hydraulique pastorale, code forestier...). Il ne s'agira pas de refaire des travaux déjà effectuée antérieurement mais d'en faire une synthèse analytique et de s'appuyer sur ceux-ci pour montrer les évolutions, les trajectoires, les différences et spécificités entre pays, avec l'établissement si pertinent d'une typologie des approches ;
- Situer ces évolutions dans le cadre des trajectoires des réformes foncières engagées cette dernière décennie et les évolutions politiques des pays ;
- Préciser l'enjeu de sécurisation des communs pastoraux par rapport à l'ensemble des accords négociés autour du foncier et des règles d'accès aux ressources alimentaires disponibles (vaine pâture, etc.) ;
- Préciser l'articulation entre sécurisation foncière juridique et accords sociaux, articulation entre droit positif et coutumier ;
- Identifier les innovations institutionnelles ou locales ayant permis une reconnaissance effective et une inscription juridique des espaces pastoraux, dans une catégorie juridique rendant ces espaces non susceptibles de faire l'objet d'une appropriation privée (domaine public ou privé de l'Etat, domaine des collectivités locales, domaine communautaire, etc.) ;
- Questionner l'articulation possible entre (i) sécurisation foncière des communs pastoraux, (ii) sécurisation des droits fonciers locaux individuels et collectifs et (iii) sécurisation des arrangements locaux favorisant l'intégration agriculture-élevage et des usages partagés des ressources ;

2. Mener une évaluation des dispositifs de sécurisation foncière mis en œuvre dans des opérations financées par l'AFD, par les pays eux-mêmes ou par d'autres PTF, dans les pays identifiés

Une appréciation de la pertinence, de la cohérence, de l'efficacité, de l'impact et de la durabilité des actions menées dans le domaine considéré devra être menée.

- Documenter les dispositifs de régulation mis en place aux différentes échelles pour limiter les phénomènes d'appropriation privative de ressources communes : accès aux ressources en eau, aux zones de repli, aux espaces dédiés au développement des cultures fourragères, aux pailles de brousse (versus marchandisation de la paille) ;
- **Documenter et analyser les actions effectivement mises en œuvre à travers divers projets et terrains (projets, expérimentations, usages coutumiers) et les montants financiers effectivement mobilisés par rapport aux enjeux, en collectant les informations bibliographiques, les capitalisations, et évaluations disponibles et en interviewant les acteurs de mise en œuvre, etc. ;**
Une attention particulière sera portée aux modalités de concertation, et à la sensibilité aux conflits ;

- Questionner l'efficacité des approches de reconnaissance des communs pastoraux et analyser les facteurs déterminants qui ont permis de les sécuriser de manière effective (recours aux aménagements, responsabilisation d'organisations d'éleveurs structurées sur le long terme, prise d'actes administratifs par les autorités locales, sécurisation juridique effective rendant les espaces inappropriables, négociation de règles locales formalisées dans des conventions, etc.) ;
 - Documenter et analyser la manière dont a été prise en compte dans la précédente décennie dans les différents projets d'appui à la sécurisation foncière (projets soutenus par la Banque Mondiale dans différents pays en particulier) et au pastoralisme de cet enjeu de sécurisation juridique des espaces, des ressources pastorales et de gouvernance partagée (PRAPS, PRIDEC, PREPP, PARSAO, BRACED, PEPISAO, PREDIP, etc.) ;
 - Mettre en évidence les facteurs de réussite, blocages, conditions de pérennisation, en particulier sur le plan économique et budgétaire ;
-
- Mettre en regard les conclusions de l'étude avec les perspectives à horizon 2040-2050 dans le domaine de l'élevage pastoral et de l'évolution de l'occupation des espaces, dans un contexte de changement climatique, démographique et sécuritaire, établies en Afrique de l'Ouest et plus précisément, dans les pays étudiés ;
 - Analyser spécifiquement les enjeux économiques et budgétaires d'une sécurisation des communs pastoraux dans les différents pays, en comparaison avec les montants investis dans le domaine de la sécurisation foncière, ou du pastoralisme, dans les différents pays étudiés : analyse coûts-bénéfices de la mise en œuvre à grande échelle de sécurisation des communs pastoraux ;
 - évaluer aussi le coût de « l'inaction » (si on n'investit pas dans la sécurisation foncière), en terme d'impacts socio-économiques ou socio-politiques (y compris la fréquence et la gravité des conflits agriculteurs-éleveurs) ;
 - Faire également une analyse socio-politique et économique dans les pays étudiés de l'enjeu pastoral ;
 - Produire des leçons & recommandations stratégiques et opérationnelles destinées aux concepteurs des projets, programmes et politiques publiques en matière de pastoralisme.

Pays ciblés

Les régions et pays ciblés seraient à choisir parmi les suivants, un arbitrage devant être mené entre approfondissement de l'analyse dans certains pays ou territoires au sein de ces pays, et budget disponible pour l'ensemble de l'étude :

1. Nord et centre des pays du Golfe de Guinée : Côte d'Ivoire, Ghana, Bénin, Togo, Guinée ;
2. Pays sahéliens limitrophes : Sénégal et Mauritanie. Sur le Sénégal, il sera attendu un développement sur la mise en œuvre des Plans d'occupation et d'affectation des sols (POAS), les Unités pastorales (UP) et les conventions locales pour lutter contre la progression du front agricole ou l'accaparement des terres pour d'autres activités ;
3. Cameroun, Tchad ;
4. D'autres pays pourront être mobilisés à titre comparatif si pertinent (Burkina Faso, Mali, Niger, Nigéria).

3 à 4 pays feront l'objet d'une analyse plus poussée. Cela impliquera des missions dans les pays concernés suivant la pertinence de ce faire et le budget. Le choix des pays sera effectué au cours de l'étude en fonction de la première analyse menée par le Consultant. Pour les pays ne faisant pas l'objet d'une mission de terrain, il est attendu une analyse sur base de revue documentaire et entretiens à distance.

Il est attendu des soumissionnaires de fournir dans leur offre une idée du nombre de pays que ceux-ci pourront couvrir lors de l'étude, ainsi que le niveau d'effort qu'ils pourront déployer sur chaque pays (estimation du nombre d'entretiens, etc. et pour les pays, faisant l'objet de mission spécifique, nombre de jours sur le terrain).

Résultats attendus :

1. Rapports-pays décrivant pour chaque pays : les politiques publiques relatives au foncier et au pastoralisme, le cadre juridique, institutionnel, informationnel (base de données, niveau d'activité et de pérennité, lien avec l'Observatoire du Foncier de l'UEMOA) l'alignement de ces politiques aux stratégies régionales, les principaux enjeux relatifs à la gouvernance foncière pastorale, les pratiques observées dans le domaine de la sécurisation effective du foncier pastoral, et leur inscription dans le domaine public ou privé, de l'Etat ou des collectivités ;
2. Analyse comparative transversale : points communs, divergences, innovations.
3. Études de cas sur des expériences remarquables ayant abouti à une sécurisation effective (c'est-à-dire sur la durée, au-delà de la vie du projet), juridique, contractuelle et négociée du foncier pastoral. Ces études de cas devront faire une analyse spécifique des conditions techniques, humaines, sociales, économiques et financières (budgétaires) de mise en œuvre et d'atteinte des résultats, tant en termes de sécurisation foncière stricto sensu, que de manière plus globale et articulée, de développement économique de l'élevage pastoral ;
Sur ce point, analyser spécifiquement les enjeux économiques et budgétaires d'une sécurisation des communs pastoraux dans les différents pays, en comparaison avec les montants investis dans le domaine de la sécurisation foncière, ou du pastoralisme, dans les différents pays étudiés : analyse coûts-bénéfices de la mise en œuvre à grande échelle de sécurisation des communs pastoraux. Il s'agira de faire analyse de l'impact économique du pastoralisme dans les pays et des écarts entre les investissements effectifs dans la sécurisation (en général faibles) et les contributions de l'activité (en général élevées) ;
4. Analyse également des approches qui n'ont pas donné les résultats escomptés, voire ont produit des situations non désirées, selon une approche « do no harm » ;
5. Rapport de synthèse intégrant leçons, recommandations et axes d'action ;
6. Document de vulgarisation à usage des décideurs ;
7. Présentation en séminaire régional ou webinaire AFD.

IV. Livrables attendus

1. Une note de cadrage & support de présentation associé ;
2. Un rapport contenant la série de rapport pays et l'analyse transversale & support de présentation associé ;
3. Un compte-rendu pays à l'issue de chaque mission & support de présentation associé ;
4. Un rapport d'étude de cas sur les expériences remarquables de sécurisation du foncier pastoral & support de présentation associé ;
5. Un rapport sur les approches n'ayant pas donné de résultats durables & support de présentation associé ;
6. Un rapport de synthèse & support de présentation associé ;
7. Un document de vulgarisation à usage des décideurs & support de présentation associé ;
8. Un support de formation
9. Le script de la voix off d'un motion design (2 minutes – 350 mots) présentant les principaux résultats de l'étude pour un public cible de décideurs (le travail de conception graphique et d'animation du motion design ne font pas partie de la prestation). Exemples de motion design déjà réalisés : https://youtu.be/yLMjPp9UIVU?si=PYCKm5oo_2f0zQMV
<https://www.youtube.com/watch?v=ornaduUhiwM>
10. Un reportage photo de 10 à 15 photos haute définition (comprenant les cessions de droits du photographe et des personnes photographiées) des projets et des bénéficiaires prises par les consultants lors des missions de terrain pour alimenter la banque d'images de l'AFD. Le reportage devra comprendre des photos de paysages avec la population et des photos portrait. Toutes les photos devront être légendées conformément au guide iconographique AFD
11. 3 capsules vidéo (2 minutes chacune) de témoignages de bénéficiaires format « BRUT ». Exemple de témoignages face caméra (hors animation) : <https://youtu.be/GrwVbXwtG64>
12. Un atelier de restitution à l'AFD à Paris

Chaque livrable remis par le Consultant dans le cadre de sa mission devra inclure, en plus de son contenu propre :

- Un résumé exécutif, synthétisant le contenu du rapport et ses conclusions. A destination des décideurs, ce résumé de 2 pages maximum devrait permettre une compréhension claire et rapide, tout en pouvant être technique, des connaissances apportées par le rapport. Une présentation incluant des visuels serait appréciée.
- Une introduction, incluant notamment un rappel des objectifs de l'appui et du livrable.
- Une description des méthodologies utilisées, et notamment des éventuels ajustements apportés par rapport à la méthodologie initialement prévue, et des justifications pour ces ajustements.
- Une synthèse des conclusions et recommandations.
- Une synthèse bibliographique en annexe.
- Une liste des personnes et structures consultées pour la réalisation du rapport, et de leurs coordonnées en annexe.
- Des photos en annexe.

Une attention particulière sera apportée à la qualité de rédaction - qui doit être concise, claire, et cohérente - ainsi qu'à la présentation des différents livrables, pour lesquels une mise en page et un graphisme attrayant avec des photos de bonnes résolutions seront recherchés.

L'ensemble des rapports et livrables seront envoyés dans un premier temps par voie électronique (e-mail) en format natif (Word, Excel...) à ARB. Le point focal ARB assurera leur diffusion.

A la réception des livrables, les parties prenantes disposeront de 15 jours ouvrés pour les analyser et faire parvenir leurs commentaires au Consultant. Sur la base de ces commentaires, le Consultant sera éventuellement amené à modifier les rapports et livrables, et ce dans un délai raisonnable (entre 5 à 10 jours ouvrés), avant de partager la version finale de ces livrables, toujours par voie électronique, en format Word et PDF, et de manière simultanée aux autorités béninoises. Pour faciliter la revue, les documents seront également envoyés par le Consultant sous format Word en mode « suivi des modifications ».

La validation finale des livrables sera faite par l'AFD, au plus tard 10 jours ouvrés après réception des livrables finaux, sous réserve d'amendements satisfaisants par le consultant. Le processus pourra se renouveler tant que les livrables ne seront pas satisfaisant pour l'AFD. Les livrables finaux seront accompagnés de livrables en mode « suivi des modifications » afin de pouvoir identifier les changements réalisés avec un document qui retracera toutes les modifications. Cette validation finale déclenchera le paiement des factures liées.

V. MODALITES DE REALISATION DE LA MISSION

Durée estimée : 9 mois, incluant les phases de préparation, enquête, analyse, rédaction et restitution.
Période souhaitée : lancement en mi-avril 2026, restitution avant décembre 2026.

5.1. PILOTAGE DE LA MISSION

L'AFD assurera le pilotage de la prestation. Le Consultant sera en dialogue étroit avec l'AFD. La prestation demande un travail itératif et participatif.

5.2. ORGANISATION ET CALENDRIER DE LA MISSION

Le contrat aura une durée d'exécution de 9 mois maximum. Il se déroulera selon le chronogramme indicatif suivant :

Phases	Période indicative
Démarrage de la prestation	Avril 2026
Note de cadrage de la mission	T0 + 15 jours
Analyse pays (6 à 8)	T0+ 2 mois
Etude de cas	T0+5 mois
Rapport complet	T0+7 mois
Synthèse stratégique	T0+9 mois
Présentation finale	

L'ensemble des livrables devront être remis sous format électronique. L'AFD assurera leur diffusion.

La prestation sera réalisée sur la base de :

- une analyse documentaire approfondie (textes de lois, politiques nationales et régionales, littérature grise, projets AFD et autres bailleurs).
- des entretiens qualitatifs avec des acteurs-clés (administrations foncières et pastorales, ONG, communautés locales, bailleurs).
- études de terrain ciblées (visites, ateliers participatifs, observation de pratiques) ;
- Atelier de restitution régional pour partage et validation.

Il sera prévu plusieurs temps d'échanges avec le siège de l'AFD (par visioconférence) et avec les agences des pays concernées.

Le Consultant prendra en charge l'organisation des rendez-vous pour les entretiens. Il préparera également les séances de restitution de ses travaux.

Les frais de transport et de séjour des missions seront pris en charge par le Consultant. Les besoins de traduction éventuels seront aussi pris en charge par le Consultant.

5.3. - COMPOSITION ET DIMENSIONNEMENT DE L'EQUIPE DE CONSULTANTS

La prestation sera confiée à un bureau d'études ou un groupement de bureau d'études, qui devra disposer d'une expérience reconnue dans les domaines suivants :

- gouvernance foncière, droit foncier, pastoralisme (**y inclus l'analyse économique**). Des expériences opérationnelles de mise en œuvre de projet de sécurisation foncière et de sécurisation du pastoralisme pour certains experts seraient un atout ;
- économie des opérations/projets/programmes et de la mise en œuvre des politiques publiques foncières et pastorales (**analyse économique, financière et budgétaire**) ;
- connaissance approfondie des contextes ouest-africains.
- capacité à articuler analyse réglementaire et observation des pratiques locales.
- expérience d'évaluation ex-post de projets, programmes et politiques publiques, de capitalisation et de rédaction stratégique.

Une équipe pluridisciplinaire est recommandée.

L'équipe d'experts proposée devra mobiliser de l'expertise internationale et nationale. Elle devra disposer d'expériences significatives en Afrique subsaharienne, en particulier dans les pays ciblés pour les analyses.

Le nombre d'experts, la durée et le planning de mobilisation de chacun d'eux relèvent de la proposition des soumissionnaires.

L'équipe du Consultant devra, dans la mesure du possible, être composé d'hommes et de femmes.

L'offre des soumissionnaires devra être transparente sur le niveau de précision qu'ils pourront apporter sur chacun des sujets.

Un CV de 5 pages maximum sera présenté pour chaque expert.e proposé.e.

Les compétences de l'équipe d'experts proposée devront couvrir les critères suivants (sachant qu'un même expert pourra couvrir plusieurs domaines de compétences), avec des expériences minimales de 10 à 15 ans selon les profils considérés :

- expertise confirmée en gouvernance foncière et en droit foncier rural et pastoral, incluant une maîtrise des cadres juridiques nationaux et régionaux relatifs au foncier, au pastoralisme, à la transhumance transfrontalière, à l'hydraulique pastorale et à l'aménagement du territoire. Une expérience minimale de 15 ans en analyse juridique et institutionnelle des politiques foncières et pastorales en Afrique subsaharienne sera requise pour l'expert principal en droit foncier et pastoralisme, incluant la conduite d'analyses comparatives et la participation à des processus de réforme ou d'évaluation de dispositifs juridiques.
- expertise approfondie en économie du pastoralisme, en analyse économique et financière des politiques publiques et en évaluation coûts-bénéfices appliquée aux projets de développement rural. Une expérience minimale de 10 ans en analyse économique de projets ou programmes relatifs à l'élevage, au foncier rural ou à la gestion des ressources naturelles sera attendue, incluant la capacité à conduire des analyses budgétaires, à estimer les coûts de l'inaction et à apprécier la soutenabilité financière des dispositifs de sécurisation foncière.
- compétence avérée en analyse socio-politique des dynamiques rurales et territoriales, avec une expérience minimale de 10 ans dans l'étude des rapports entre droit positif et pratiques coutumières, des mécanismes locaux de régulation des conflits et des processus de concertation multi-acteurs. Cette expertise devra inclure la conduite d'enquêtes qualitatives, d'entretiens approfondis et d'analyses institutionnelles dans des contextes de forte pression foncière et de conflictualité.
- expérience confirmée en évaluation ex-post de projets, programmes ou politiques publiques dans les secteurs du pastoralisme, du développement rural ou de la gouvernance foncière. Une expérience minimale de 10 ans sera attendue pour l'expert chargé de l'évaluation et de la capitalisation, incluant la production de rapports stratégiques, de recommandations opérationnelles et de supports de diffusion à destination de décideurs.
- connaissance approfondie des contextes ouest-africains, et en particulier des pays ciblés par l'étude, devra être démontrée par au moins un expert senior disposant d'une expérience minimale de 15 ans d'intervention en Afrique de l'Ouest et au Sahel, incluant des missions de terrain, un dialogue avec les administrations nationales et les organisations régionales, ainsi qu'une familiarité avec les dispositifs soutenus par les principaux partenaires techniques et financiers.

L'équipe devra démontrer une capacité à articuler analyse réglementaire, observation des pratiques locales et approche territoriale intégrée, ainsi qu'une expérience avérée de coordination d'équipes pluridisciplinaires et internationales. Le chef de mission devra justifier d'au moins 15 ans d'expérience professionnelle pertinente, incluant la direction d'études complexes multi-pays, la supervision de travaux de terrain et la conduite de processus itératifs avec des institutions publiques et des bailleurs.

Une mobilisation combinée d'expertise internationale et nationale sera requise, avec une présence d'experts nationaux disposant d'une expérience significative dans les pays étudiés. La complémentarité des profils, l'équilibre de genre au sein de l'équipe et la clarté du dispositif d'assurance qualité interne constitueront des éléments d'appréciation déterminants.

5.4. ASSURANCE QUALITE

Le siège du Consultant fournira les prestations suivantes incluses dans la marge de prestation : assurance qualité des prestations fournies, en conformité avec le système général d'assurance qualité du gestionnaire. Il est attendu notamment un travail d'assurance qualité sur les versions provisoires de la documentation de l'étude avant leur soumission à l'AFD.

Le Consultant établira une équipe d'assurance qualité composée d'une personne au minimum, qui sera responsable de l'assurance qualité au siège du Consultant. Les membres de l'équipe d'assurance qualité ne doivent pas être directement impliqués dans la mise en œuvre de l'étude. Les CV doivent être inclus dans l'offre et seront évalués selon le critère "assurance qualité". L'équipe d'assurance qualité doit avoir les compétences adéquates pour apprécier le travail de l'équipe de mise en œuvre de l'étude. Toutes les activités relatives à l'assurance qualité devront être documentées.

5.5. MOYENS REQUIS & METHODOLOGIE

L'étude devra consacrer une place à la discussion collective autour des résultats de l'étude.

Les ateliers d'échanges et de validation des différents livrables seront organisés par le Consultant. La liste des participants à ces ateliers de validation sera précisée, en amont de leur organisation.

L'étude nécessitera plusieurs déplacements des experts, notamment pour :

- La réalisation des études de cas, pays par pays ;
- La restitution des travaux aux différents acteurs et le recueil de leurs observations.

La démarche à suivre pour les prestations à fournir, comprendra les étapes suivantes :

- Analyse étendue des documents clés. L'analyse ex-ante des documents clés est un préalable important ;
- Réunion de cadrage pour présenter la méthodologie, le calendrier proposé et les résultats escomptés et pour donner l'opportunité aux partenaires de préciser leurs attentes vis-à-vis de l'étude ;
- Collecte d'information, analyse et approfondissement des aspects et questions spécifiques à travers des entretiens ;
- Organisation d'ateliers de restitution des résultats et recommandations de chaque partie de l'étude en présence des institutions clés nationales et régionales, ayant été mobilisées lors de l'étude. Il pourra être envisagé une approche participative au démarrage de l'étude, en lien avec certaines institutions régionales (CILSS, CEDEAO)

Le Consultant préparera une présentation des premières conclusions à travers les ateliers. Il élaborera ensuite un rapport succinct des ateliers qui contiendra les contributions et conclusions les plus importantes des participants.

VI. BUDGET ET MODALITES DE PAIEMENT

6.1. OFFRE FINANCIÈRE

L'enveloppe budgétaire allouée à cette prestation est plafonnée à 130.000 €, y compris une enveloppe maximale de mission de 30.000 €.

Le nombre de jours d'expertise proposé (dont le nombre de jours sur le terrain), sa cohérence avec la méthodologie proposée et le chronogramme d'intervention des différents experts figureront parmi les critères clés qui seront retenus pour l'analyse des offres techniques des soumissionnaires.

Le soumissionnaire est invité à proposer son offre financière, sur la base des éléments indiqués dans les présents TDR. Le budget proposé doit couvrir l'ensemble des coûts de la mission, y compris les honoraires des experts, les frais de voyage (local et international) et de séjour.

Les frais liés à l'organisation d'ateliers seront également couverts par le budget du Consultant. Le nombre exact d'ateliers et de participants sera proposé par le soumissionnaire dans son offre. Ces frais liés aux ateliers seront détaillés dans des lignes distinctes par atelier dans l'offre financière.

Les coûts du personnel d'appui et la participation aux réunions de lancement et de restitution du Chef de mission du soumissionnaire seront couverts par les honoraires des experts proposés.

Le budget inclura également une enveloppe pour dépenses remboursables, à intégrer telle quelle par le soumissionnaire dans son offre financière. Les dépenses remboursables seront engagées et facturées selon les modalités suivantes :

- La liste des personnes dont les frais seront couverts devra être validée par l'AFD & les contreparties ;
- Les personnes défrayées devront valider l'option de transport qui leur est proposée.
- Une fois les conditions ci-dessus réunies, le prestataire pourra engager les dépenses.
- Le prestataire devra présenter pour signature un reçu aux participants auxquels des per diems seront remis, ainsi que des feuilles de présence aux ateliers.
- Les reçus, feuilles de présence signées, cartes d'embarquement et factures de billets d'avion seront intégrées aux factures du prestataire, pour remboursement. Ces justificatifs de paiement devront toujours faire apparaître les noms du débiteur et du créancier, la date de paiement, et le montant payé.
- Les billets d'avion financés sur une enveloppe de dépenses remboursables ne pourront être qu'en classe économique.

6.2. MODALITES DE PAIEMENT DE LA PRESTATION

Le prix des marchés est forfaitaire. Les règlements seront échelonnés comme indiqué dans le tableau ci-dessous.

Phases	Période indicative	
Démarrage de la prestation	Avril 2026	Avance de 20%
Livrable 1	T0 + 15 jours	
Livrable 2	T0+ 2 mois	20%
Livrable 3 à 6 (version provisoire)	T0+5 mois	20%
Livrables 7 à 12 (version provisoire)	T0+7 mois	20%
Livrables définitifs	T0+9 mois	20%

CRITERES DE SELECTION

L'attributaire du marché sera choisi par la commission d'évaluation des offres de l'AFD sur la base :

- d'une note méthodologique succincte (ne devant pas dépasser 20 pages, hors références du Consultants) ;
 - de l'équipe d'expert.e.s présentée (CV de 5 pages maximum).
-

Annexe 1 - Bibliographie sélective

- Analyse de la trajectoire des politiques et du droit foncier agropastoral en Afrique de l'Ouest, Regards sur le Foncier n°21, Barrière & Bonnet, 2023 ;
- Contribution du praps-2 à la sécurisation du foncier pastoral, Capitalisation PRAPS 2, octobre 2024 ;
- Hydraulique Pastorale, capitalisation des expériences du PRAPS 1, PRAPS, février 2022 ;
- Evaluation du cadre réglementaire du pastoralisme et de la transhumance transfrontalière en Afrique de l'Ouest et au Sahel, CEDEAO, août 2020 ;
- Quelles perspectives pour les systèmes d'élevage mobiles face à la densification des espaces ruraux et au changement climatique en Afrique de l'Ouest ?, CEDEAO, mars 2021 ;
- Quels scénarii d'évolution pour les systèmes d'élevage mobiles à l'horizon 2040 ?, CEDEAO, avril 2022 ;
- Sécurisation foncière au Sénégal, Projet AIDEP, Omar Fediore, 2021 (colloque de Ndjamenà) ;
- Sécurisation pastorale en Afrique de l'Ouest, Bernard Bonnet, 2021 (colloque de Ndjamenà) ;
- Du code pastoral à la gestion décentralisée des ressources pastorales (conventions locales et chartes), quels enseignements pour la gouvernance des espaces agro-pastoraux ?, Isselmou Abdel Kader, 2021
- Tchad, capitalisation du projet PASTOR, Christophe Bouvier, 2021 ;
- Statut juridique de l'espace pastoral, Olivier Barrière et Ivère Togueyam, 2021 ;
- <https://www.praps-cilss.org/communication/ressources>.

Annexe 2 – Cartographie des acteurs et des projets sur le pastoralisme à Madagascar

A partir de la liste des pays définitivement arrêtés, et si proposition d'ouvrir l'analyse hors de la bande sahélienne, le cas de Madagascar pourrait être intéressant à considérer.

L'État malgache a lancé en 2024 l'élaboration d'un **plan directeur / stratégie nationale pour le secteur de l'élevage** (vision à 15 ans) afin d'améliorer la résilience et la productivité du secteur. En outre, la FAO et d'autres agences onusiennes sont présentes via des feuilles de route et actions visant à mieux intégrer la biodiversité et la gouvernance foncière liée aux systèmes agricoles et d'élevage.

Au-delà de cette planification sectorielle, qui a pour ambition l'évolution d'un élevage plus productif et résilient, tout en incluant la dimension pastorale très forte, particulièrement dans le sud du pays (mais pas uniquement), des actions concrètes, portées principalement par les acteurs de la société civile, accompagnent les dispositifs de conseil à l'élevage (accès aux services vétérinaires, renforcement des filières, dispositifs de concertation agriculteurs/éleveurs, etc.).

De même, un certain nombre d'études, recherches et diagnostics sont conduits, sur les trajectoires de mobilité pastorales (particulièrement dans le Sud), la gestion foncière et la sécurisation des droits pastoraux. Ces études visent à mieux caractériser les principaux risques ayant trait à ces pratiques de mobilité, particulièrement :

- **Les conflits et l'insécurité autour du bétail (dahalo / vols)** : la violence et l'insécurité poussent parfois les éleveurs à modifier leurs itinéraires, avec conséquences socio-économiques et écologiques.
- **La fragmentation foncière** et le morcellement des terres agricoles, qui réduisent l'espace disponible pour la mobilité pastorale — les approches classiques de « sécurisation foncière locale » peuvent entrer en tension avec la nécessité d'accès mobile à des espaces complémentaires, et occulter les rapports sociaux de pouvoir existants.
- **L'insuffisance de services d'accompagnement aux éleveurs, qu'ils soient sédentaires ou transhumants** : produits vétérinaires, infrastructures d'abreuvement, marchés et mécanismes de gestion des points de passage/transit sont souvent limités.
- **Le manque de coordination régionale, corrélé à une absence de suivi spatialisé des parcours et corridors pastoraux** : la mobilité nécessite souvent des approches intercommunales et intersectorielles (agriculture, élevage, environnement) encore peu développées.

Annexe 3 - Bibliographie indicative sur Madagascar

Götter, J.-F. (2016). *The cattle raiders leave us no choice: New transhumance in the Mahafaly Plateau region in Madagascar*. Madagascar Conservation & Development, 11(1), Article. — Étude de cas qualitative sur l'émergence d'un mouvement de transhumance inversée dans le plateau Mahafaly (entretiens, acteurs locaux, impacts sécuritaires et institutionnels).

Feldt, T., & Heitkonig, I. M. A. (2016). *Analysis of GPS trajectories to assess spatio-temporal patterns of cattle transhumance in the Mahafaly Plateau (SW Madagascar)*. Pastoralism. — Analyse fine (GPS) des itinéraires et des comportements spatio-temporels des troupeaux sur le plateau Mahafaly.

Kaufmann, J. C. (2006). *Mahafale pastoralists in southwestern Madagascar*. (Article / ethnologie). — Travaux classiques de terrain sur les pratiques pastorales des Mahafale, incluant aspects socio-économiques et adaptation aux ressources locales.

Kaufmann, J. C. (2005). *Prickly pear cactus and pastoralism in southwest Madagascar*. Ethnology / article (Prickly pear use among Mahafale). — Étude sur l'intégration d'Opuntia (figuiers de Barbarie) dans les stratégies pastorales et de subsistance dans le sud-ouest.

Randrianasolo, R., et al. (2022). *A cautionary note for forest landscape restoration in drylands* — contient un volet qualitatif apportant des éléments sur stratégies d'élevage agropastoral dans le nord-ouest de Madagascar (pertinent pour relation agriculture-élevage).

Motta, P., et al. (2018). *Cattle transhumance and agropastoral nomadic herding: regional review and synthesis* (article de synthèse — contexte comparé; utile pour cadrer Madagascar dans le contexte africain). — Revue synthétique sur transhumance et pratiques adaptatives en Afrique (méthodes comparatives applicables à Madagascar).

Blench, R. (2012). *Pastoralism in the New Millennium*. FAO / ODI report. — Rapport de référence sur pastoralisme (thèmes clés, sécurité foncière, mobilité, conflits).

FAO country briefs and early-warning reports for Madagascar — rapports et bulletins sur sécurité alimentaire, élevage et gestion des risques.

ILRI & partenaires (2024–2025). *Plan Directeur du Secteur Élevage — PDSEM (Madagascar) : documents et notes d'atelier*. — Documents techniques / rapports de cadrage et feuille de route pour le secteur élevage à l'échelle nationale.

Liste de projets financés par l'AFD sur la sécurisation des parcours et du foncier pastoral

- **Madagascar – ARSF (Appui à la Réforme et à la Sécurisation Foncière)**
 - Appui à la réforme foncière et déploiement de guichets fonciers communaux.
 - Sécurisation des droits de milliers de producteurs via certificats fonciers.
 - Renforcement des communes rurales et du Programme national foncier.
- **Bénin – PADAC (Appui à l'Agriculture dans les Collines)**
 - Intègre un volet de sécurisation foncière rurale (PFR).
 - Appui à l'appropriation du code foncier et à la gestion foncière communale.
 - Vise à réduire conflits, pression foncière et dégradation des terres.
- **Côte d'Ivoire – PASFOR (Programme d'Appui à la Sécurisation Foncière Rurale)**
 - Projet du C2D : sécurisation de ~500 000 ha et 40 000 certificats fonciers.
 - Mise en œuvre intégrée : information, ingénierie foncière, délimitation villageoise.
 - Renforcement de l'AFOR et appui à la loi foncière rurale.
- **Tchad – Programme PASTOR**
 - Développement pastoral, sécurisation de l'accès aux ressources et mobilité.
 - Appui au code pastoral et délimitation concertée d'espaces de pâturage / culture.
 - Réduction des conflits et aménagements d'hydraulique pastorale.
- **Niger – Bunkassa Kiwo (arrêté mais la conception sera examinée)**
 - Développement pastoral et amélioration de la politique foncière nationale.
 - Balisage des aires pastorales, couloirs de transhumance, gestion intercommunale.
 - Vision concertée du territoire pour sécuriser mobilité et accès aux ressources.
- **Niger – PSSP (sécurisation des systèmes pastoraux)**
 - Sécurisation de la mobilité de l'élevage : gestion concertée tous acteurs du territoire - et accords sociaux - infrastructures d'hydraulique pastorale – balisage des aires pastorales et des axes de mobilité...
 - Capitalisation pour alimenter la stratégie nationale d'hydraulique pastorale et du code pastoral
- **Afrique de l'Ouest – PEPISAO (Projet régional pastoralisme)**
 - Sécurisation régionale de la mobilité pastorale et prévention des conflits.
 - Appui aux cadres réglementaires (CEDEAO) et au dialogue multi-acteurs.
 - Amélioration de la connaissance sur les conflits et pratiques de transhumance.
- **Sénégal / Guinée – PROACT**
 - Gouvernance partagée des territoires agropastoraux transfrontaliers.
 - Appui aux collectivités et organisations pastorales pour organiser les usages.
 - Vise une gestion apaisée de l'espace (fiscalité, mobilité, aménagements).
- **Tchad – Hydraulique pastorale (« De meilleures conditions de transhumance »)**
 - Balisage de couloirs négociés, creusement / réhabilitation de puits.
 - Sécurisation pratique de la mobilité et réduction des conflits.
 - Soutien aux accords locaux agriculteurs–éleveurs.
- **Tchad – Almy Al Afia II (hydraulique pastorale)**
 - Aménagements d'hydraulique et balisage de milliers de km² d'aires pastorales.
 - Sécurisation de la mobilité transhumante et des parcours.
 - Réduction des conflits via planification et infrastructures ;
-

Le projet PEPISAO

Pour mémoire, le projet PEPISAO comporte des volets qui contribuent au sujet de la sécurisation foncière : (i) le projet vise à améliorer la gouvernance des espaces agropastoraux, à promouvoir le dialogue multi-acteurs (éleveurs, pasteurs, agro-éleveurs, États, collectivités) pour mieux gérer les ressources foncières (parcours, zones de transhumance) et réduire les litiges, il produit des outils et manuels de formation pour la prévention/gestion de conflits, des documents de capitalisation, un observatoire pilote, une stratégie régionale pour le développement des élevages et la sécurisation des systèmes pastoraux. Dans l'évaluation finale du projet, il est souligné que les effets en matière de réduction effective des conflits et de sécurisation durable restent « potentiels » et dépendent de la mise en œuvre concrète des acquis. Les principales recommandations (PEPISAO & CEDEAO) pour la sécurisation du foncier pastoral peuvent être résumées comme suit :

- ancrer la sécurisation foncière dans un cadre régional commun. La stratégie régionale issue du PEPISAO propose d'accompagner la mise en œuvre des politiques foncières nationales, d'étendre l'ORFAO (Observatoire régional du foncier rural de l'UEMOA) à toute la région CEDEAO, et d'élaborer une directive régionale sur le foncier (si nécessaire) – avec pour objectif explicite de réduire les conflits et sécuriser la mobilité en améliorant l'accès aux ressources foncières
- sauvegarder les espaces pastoraux dans l'aménagement du territoire. La stratégie CEDEAO place un volet dédié à la gestion des ressources foncières, des parcours, aires pastorales et infrastructures (eau, parcs de repos, postes vétérinaires), en appui aux États et aux acteurs locaux ;
- réactiver et harmoniser les règles de transhumance transfrontalière. Rappel et opérationnalisation des décisions/règlements CEDEAO sur la transhumance (Décision A/DEC.5/10/98 ; Règlement C/REG.3/01/03) : reconnaissance de la mobilité et des couloirs/points d'eau, comités nationaux de suivi, prévention/gestion des conflits ;
- aligner les cadres avec les normes internationales de gouvernance du foncier. Engagement CEDEAO à réviser le cadre réglementaire de la transhumance en cohérence avec les Directives volontaires VGGT de la FAO et le guide « Améliorer la gouvernance des terres pastorales » ;
- renforcer les organisations pastorales et la concertation multi-acteurs. Le PEPISAO soutient les réseaux d'éleveurs/pasteurs/agro-éleveurs pour capitaliser les bonnes pratiques, améliorer le dialogue Sahel-côtes et sécuriser les systèmes agro-pastoraux (prévention/gestion des conflits).

Malgré ces avancées, plusieurs angles morts demeurent si l'on veut réellement freiner la conversion continue des parcours en parcelles agricoles :

- Les normes régionales restent encore incomplètes ou non contraignantes. La stratégie note qu'une directive CEDEAO sur le foncier a été proposée mais n'est pas adoptée par les États ; de même, la Déclaration de N'Djaména (2021) – souvent mobilisée comme cadre de planification pour l'agro-pastoralisme – n'a pas été formellement adoptée par la CEDEAO ni l'UEMOA. Cela limite la force obligatoire des orientations foncières à l'échelle régionale ;
- Les transpositions et applications au niveau national sont inégaux. Les textes relatifs à la transhumance (1998/2003) existent, mais leur opérationnalisation (démarcation des couloirs, servitudes pastorales, points d'eau, comités locaux) reste hétérogène, freinant la protection effective des parcours face à l'expansion agricole ;
- les dispositifs actuels ne réforment pas suffisamment l'arbitrage foncier là où l'extension des cultures (vivrières et de rente) ferme de facto les espaces pastoraux (priorisation des usages agricoles dans les plans d'occupation des sols, mécanismes d'attribution/immatriculation). Les recommandations misent surtout sur l'harmonisation et l'observation (ORFAO) plutôt que sur des garanties juridiques immédiates de non-conversion des couloirs/aires pastorales ;
- les capacités et moyens locaux sont insuffisants. La stratégie prévoit des comités, des observatoires et des dispositifs de suivi ; mais faute de financements récurrents, de cartographie fine, et de contrôle & de police du foncier, les autorités locales restent souvent sous-dotées, d'où une difficulté à faire respecter les servitudes pastorales et à arbitrer rapidement les litiges en zones de forte pression agricole. (Cette contrainte est aussi soulignée dans les communications CILSS/PEPISAO sur la compétition croissante pour les ressources.) ;
- les données foncières et pastorales encore lacunaires. L'ORFAO progresse (cartographies, veille), mais les inventaires opposables (parcours, aires de pâture, points d'eau, haltes transhumantes) sont peu intégrés aux systèmes nationaux de planification/zonage ; en l'absence d'inscription juridique claire, les parcours restent vulnérables aux réaffectations ;
- l'orientation est donnée aux aspects sécuritaires & sanitaires » plus rapide que la sécurisation foncière au sens strict. Les volets identification-traçabilité, santé animale et quarantaines

(frontières) ont des feuilles de route plus opérationnelles que la protection foncière des parcours, créant un décalage entre sécurisation des flux et sécurisation des espaces. Les textes et la stratégie régionale posent de bonnes bases (harmonisation, observatoire foncier, reconnaissance de la mobilité et des couloirs, renforcement d'organisations). Mais tant que la directive foncière régionale n'est pas adoptée et déclinée, et que les plans d'occupation des sols n'intègrent pas des servitudes pastorales opposables (cartographiées, enregistrées, contrôlées), la fermeture des parcours par l'agriculture continuera.

A travers l'étude mobilisée par l'AFD, l'enjeu est de capitaliser et de produire des éléments stratégiques et opérationnels pour l'AFD pour :

1. rendre opposables au niveau national les cartes régionales des couloirs/aires pastorales (intégration dans les SIF/SIG fonciers, plans d'urbanisme et d'affectation des sols ;
2. inscrire des servitudes de passage et d'abreuvement dans les lois foncières, avec sanctions et réparations en cas d'entrave ;
3. mettre en place des moratoires/des clauses anti-conversion sur les couloirs/aires identifiés, le temps d'achever l'immatriculation ou l'enregistrement communautaire ;
4. mettre en place des financements récurrents des autorités locales (comités fonciers, commissions transhumance) pour délimiter, baliser et contrôler les couloirs.
